

## EDITO MENSUEL

***La croissance effraie-t-elle les marchés ?***

Sacré coup de grisou ! Les marchés n'ont pas du tout, mais pas du tout apprécié la publication américaine. Enfin plus précisément, le partage de la valeur ajoutée en faveur du salarié américain, qui a vu son salaire progresser de 2,9% sur un an, soit la plus forte augmentation depuis 9 ans. Et désormais plane le spectre du retour de l'inflation. Pourtant, il y a encore quelques mois, nous attendions désespérément qu'elle repointe le bout de son nez. C'était en tout cas le vœu des banques centrales, qui ont arrosé l'économie mondiale afin d'éviter la génération perdue japonaise. Mais ni une ni deux, cette excellente nouvelle pour le consommateur américain a été saluée par une baisse du marché actions et une hausse du marché obligataire. Le triptyque gagnant de 2017 (croissance économique synchronisée, taux bas et hausse des marges) prendrait-il fin d'un seul coup ?

S'il est encore trop tôt pour le dire, saluons dans un premier temps cette bonne nouvelle. Dans un pays où la consommation pèse près de 70% du PIB, cette hausse des salaires est salutaire et confirme les fondamentaux de l'économie américaine. D'autant, que le niveau d'épargne des américains était au plus bas depuis 10 ans. Oui, mais désormais que va faire la FED ? Après le passage de Ben Bernanke qui s'était évertué à éteindre, la plus grave crise financière et économique du siècle à coups de milliards de dollars, de Janet Jellen qui avait mis tout son savoir-faire pour relancer la machine américaine, Jerome Powell, pour son baptême de l'air, est face à un nouveau défi : Comment réguler l'inflation sans casser la machine ?

Les prix à la production aux Etats-Unis ont connu une forte poussée, le salaire minimum a bondi dans 18 Etats et la réforme fiscale a enfoncé le clou. L'économie américaine risque-t-elle la surchauffe ? Les taux américains commencent déjà à évoluer et les conséquences pourraient vite apparaître. Les secteurs sensibles à la hausse des taux d'intérêt pourraient connaître un coup d'arrêt (automobile mais surtout immobilier).

Il y a peu les Cassandre promettaient des hordes de chômeurs en raison du développement de la robotique et de l'émergence de l'intelligence artificielle. Malgré la suppression des capacités excédentaires, le chômage recule dans de nombreux pays industrialisés. Ainsi, aux Etats-Unis il culmine à 4,1% tandis qu'au Japon, il s'affiche sous les 3%. Enfin, en Allemagne, il frôle les 5%. Après avoir cru que les paradigmes avaient complètement changé, le cycle économique reprendrait-il ses droits ? Retour de la croissance économique entraînant une baisse du chômage plus rapide que prévu dans un contexte de vieillissement de la population, augmentation des salaires, et hausse de l'investissement. Avec en point de mire une hausse des taux pour que les Banques Centrales puissent lorsque le cycle se retournera relancer la machine...dans un monde perclus de dettes.

***Pascal Chiarla - C&M Finances***

## QUESTIONS DU MOIS

### ***Pourquoi, en Allemagne, le patronat a-t-il cédé ?***

Premier point et non des moindres, le syndicat IG Metall pèse de tout son poids en Allemagne dans les secteurs de l'automobile, des machines-outils et de la métallurgie. Dans les faits, il couvre près de 3,9 millions de salariés. Du coup, les grèves à répétition ont eu raison du patronat. Enfin presque. Principale revendication d'IG Metall, le passage à la semaine de 28h, pendant deux ans, avec compensation financière, afin que les personnes qui le souhaitent puissent s'occuper de leurs proches dépendants. Si le puissant syndicat n'a pas obtenu exactement ce qu'il souhaitait, il n'en demeure pas moins qu'une avancée significative a été signée par un accord de branche. Néanmoins, en échange, le patronat a obtenu davantage de flexibilité. Le patronat avait tout intérêt à trouver un accord afin de conserver ses salariés dans un secteur qui connaît une grave crise de main d'œuvre qualifiée. Le syndicat a également obtenu des avancées sur les salaires. L'Europe suit attentivement les négociations allemandes. Une hausse de la consommation allemande ne serait pas pour déplaire à ses compagnons européens. Et les salariés européens pourraient à leur tour demander leur part du gâteau avec le retour de la croissance.

### ***La bulle serait-elle en train de se dégonfler ?***

La star de la fin d'année ne brille plus ou beaucoup moins. Le bitcoin et l'ensemble des cryptomonnaies ont connu, depuis le début de l'année, un véritable coup de grisou. Ainsi, pour ne citer que les plus connues, le Bitcoin qui flirtait avec les 20 000 USD (19 873 usd) mi-décembre était repassé sous la barre des 7 000 USD début février. Le Ripple, autre étoile montante des cryptomonnaies, qui surfait sur les 3 usd en début d'année ne valait plus que 0,76 usd début février. Il faut dire que les banques jouent désormais la carte de la prudence. Certains établissements américains (JP Morgan, Bank Of America) ont interdit l'achat par carte de crédit des cryptomonnaies. L'Inde, de son côté, veut retirer les cryptomonnaies utilisées comme devise de paiement, sans compter les doutes et le manque de fiabilité qui pèsent sur certaines plateformes d'échange de devises digitales. Néanmoins, elles demeurent très volatiles et les spéculateurs restent aux aguets.

### ***La droite italienne est-elle en train de se radicaliser ?***

L'affaire Luca Traini est au centre de toutes les attentions en Italie. Cet homme âgé de 28 ans a tiré au hasard sur une dizaine d'africains à Macerata. Un acte de vengeance après le meurtre sordide d'une jeune de 18 ans, perpétré par un Nigérian plusieurs fois condamné et sans papiers. L'immigration est désormais au centre de la campagne des législatives italiennes qui se tiendront en mars prochain. Et chacun y va de sa mesure. Ainsi, Silvio Berlusconi tiré à quatre épingles (surtout au niveau du visage), inéligible en raison de sa condamnation pour fraude fiscale, est de nouveau sur les plateaux télévisés... de ses multiples chaînes détenues à travers son groupe Mediaset. Il propose de renvoyer 600 000 migrants. Pire, il souhaite assouplir la politique de la légitime défense. De son côté, la Ligue du Nord fustige l'invasion migratoire et le mouvement 5 étoiles est au diapason. La gauche, de son côté, est sonnée et semble hors-jeu. La croissance économique ne suffit pas. L'Europe ne devrait pas faire la sourde-oreille au risque de voir un parti populiste prendre le pouvoir.

Ce document d'information ne peut être reproduit, communiqué, ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite de C&M Finances.

Ce document commercial ne saurait être interprété comme un engagement contractuel ou précontractuel de la part de C&M Finances ni comme une sollicitation à la souscription de l'OPCVM cité (des OPCVM cités).

Il est produit à titre purement indicatif et peut-être modifié à tout moment sans préavis.

Les informations (analyses) contenues dans ce document, notamment les informations chiffrées, sont issues en partie de sources externes considérées comme dignes de foi.

C&M Finances attire l'attention de l'investisseur sur le fait que les chiffres cités ont trait aux années écoulées et que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

C&M Finances ne garantit, par ailleurs et d'aucune manière, les performances courantes ou futures de l'OPCVM cité (des OPCVM cités) dans ce document.

Il est rappelé ici que tout investissement financier comporte des risques (les risques de marché, le risque de perte en capital, le risque de change notamment) pouvant se traduire par des pertes financières. Dès lors, C&M Finances recommande, préalablement à tout investissement, au destinataire du présent document de lire attentivement le DICI et le prospectus de l'OPCVM qui sont tenus disponibles gratuitement en langue française à son siège social ou sur son site internet ([www.cm-finances.com](http://www.cm-finances.com)) et de s'assurer qu'il dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires lui permettant de fonder sa décision d'investissement, notamment au regard de ses conséquences juridiques et fiscales.

La valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition du portefeuille.

Ce document d'information n'a pas pour but de fournir et ne doit pas servir à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations d'investissement. Source: C&M Finances